

EN INDOCHINE De notre envoyée spéciale Sabine Berritz (*Combat*, 19 avril-5 juin 1946)

DANS SAÏGON,
les Européens mangent encore à l'abri de grilles
tandis qu'à quinze kilomètres de la ville, des « opérations de nettoyage » se
poursuivent
(*Combat*, 19 avril 1946)

SAIGON, avril. — Saïgon a recommencé à vivre tranquillement. Toute la journée, dans les artères principales, rue Catinat par exemple, circule une foule paisible. La nuit, les larges avenues sont désertes, non pas en raison des dangers qu'on y court, mais parce que tout est fermé dès neuf heures du soir.

Les automobiles sont assez rares, car, à part les militaires qui roulent surtout en jeep, peu de personnes sont autorisées à avoir de l'essence. J'ai même vu et apprécié avec quelle sévérité certain chef de service accordait à ses subordonnés l'autorisation d'utiliser la voiture pour les besoins du travail.

En revanche, les « pousses » sont toujours là, concurrencés par les « vélos-pousses » rapides dans lesquels, à l'inverse des vélos-taxis parisiens, le client est poussé au lieu d'être tiré.

Saïgon n'a pas beaucoup souffert des bombardements ou, tout au moins, il en reste peu de traces : quelques magasins détruits près de la gare où un grand hangar a brûlé, plusieurs maisons importantes effondrées sur le boulevard Norodom.

Dans les magasins les rayons sont nus

Néanmoins, à certains détails, on sent que la guerre était là hier encore. La moindre explosion vide brusquement les squares où jouent les enfants et fait filer d'une allure inattendue coolies et boys. Quand il s'agit d'une explosion de l'ampleur de celle de la Pyrotechnie, la ville prend un aspect de cité abandonnée.

La vie étant très chère, de nombreuses popotes se sont créées dans d'anciens cafés. On s'y groupe par administrations, par services ou même par sympathie, afin de manger à des prix raisonnables (10 piastres le repas, au lieu de 50 dans un restaurant ordinaire). Mais ce qui rappelle qu'il y a peu de temps encore, on n'était jamais tout à fait sûr de déjeuner en paix, c'est que, partout, on mange derrière des grilles. Ici, les boutiques n'ont pas de rideaux de fer comme en France, ce sont seulement de hautes grilles que l'on tire. Et le spectacle de tous ces Européens attablés derrière les barreaux est un peu surprenant pour qui vient de France.

Tous les stocks sont épuisés, les stocks de papier comme les autres, à tel point qu'il est extrêmement difficile de se faire ouvrir un compte à la Banque de l'Indochine* : le papier manque pour établir les fiches de comptes. Dans les Grands Magasins Charner*, qui sont, si l'on veut, les Galeries Lafayette de la Cochinchine, les rayons sont nus : une seule catégorie de verres, pas une tasse, pas un torchon, quelques assiettes à dessert.

Tout cela à un prix fou, inaccessible aux réfugiés, qui vivent encore dans les centres d'accueil en attendant un hypothétique retour en France.

Des souliers mais pas de sucre

Pour trouver du thé, du café, du savon, il faut s'adresser aux Malabares (boutiquiers hindous), qui ont encore quelques réserves. Chez les Chinois, on trouve des casques, de glaces à main de mauvaise qualité (les Japonais ont emporté toutes celles qui étaient bonnes) et une foule d'articles d'une utilité variée et contestable identiques à ceux qu'on voit à Paris dans les petites boutiques des boulevards au moment des fêtes.

Les textiles, la soie et le coton sont introuvables. Le sucre n'existe qu'au marché noir où on le paie 10 ou 12 piastres le kilo (officiellement, la piastre vaut 17 francs). Le pain est rare et mauvais. Le vin imbuvable. Le matin, on fait interminablement la queue devant les boulangeries et le lait condensé est revendu, par les indigènes, jusqu'à 35 piastres la boîte.

Seules les maroquinerie sont agréables à regarder : de magnifiques souliers de daim pour hommes, de jolies sandales pour femmes. Le tout en très beau cuir, peu solide, dit-on, mais élégant. Les valises en peau de buffle, bien cousues, et pas trop lourdes, tentent tous les arrivants.

Quoique la vie soit difficile et toute consommation très élevée (un café crème excellent coûte 4 piastres), les terrasses du Continental* sont toujours pleines et la pâtisserie de la Pagode* n'a jamais une table libre. Elles rappellent à l'Européen qui arrive que le Colisée ou Maxim's furent aussi toujours comblés, mais que Paris comptait cependant des enfants sous-alimentés.

Beaucoup de chefs d'entreprise ont été tués

Il ne faut surtout pas croire que tous les Européens qui se sont repliés sur Saïgon, à la suite du pillage de leurs maisons ou de l'incendie de leurs petites propriétés, roulent sur les piastres. Pour certains, la Cochinchine reste encore un pays de cocagne, mais depuis les derniers événements, toute une catégorie de Français qui avaient consacré leur vie à créer une modeste plantation, un commerce ou une industrie de petit rapport, ont tout perdu, ils ne savent pas encore comment et quand ils seront dédommagés. Malgré cela, au lieu de vouloir tout abandonner, ils cherchent à remonter la pente, à se réinstaller dans ce pays qu'ils considèrent comme le leur.

Beaucoup d'hommes, de chefs d'entreprises, ont été tués ; souvent, leurs femmes envoient les enfants en France à la première occasion de rapatriement, mais elles restent sur place et tentent de remettre debout l'ancienne affaire. En revanche, les sociétés anonymes hésitent à engager de nouveaux capitaux. Il en résulte une sorte de malaise, de recul de la part de ceux qui, tentés par les prêts de démarrage que le haut commissariat leur offre, courraient encore volontiers l'aventure.

Et, parmi les civils, on entend partout les mêmes conversations : départ pour la France, conditions de reprise du travail, questions sur les prochaines élections à Paris, ensuite seulement le Viet Nam.

Au « Grand Monde », l'orchestre est swing

Cholon, faubourg de Saïgon, est paisible aussi maintenant. Malgré l'absence de bateaux de pêche sur la côte et en dépit de la pénurie de transports, ses restaurants

chinois, célèbres dans le monde entier, sont encore fort bien fournis en ailerons de requins, vessies de poissons et autres friandises habituelles.

Un énorme dancing, qui s'appelle modestement « Le Grand Monde », offre aux soldats et aux Chinois des taxi-girls et un orchestre « swing » de première qualité. Pour une heure de conversation, la taxi-girl recevra un petit carton vert qui lui permettra de toucher quinze piastres à la sortie et, comme me l'a expliqué une toute jeune Chinoise en robe violet sombre, si le client est gentil, il donnera aussi un carton rose ou bleu qui, selon le cas, ajoutera 100 ou 200 piastres à cette heure de danse et de conversation souriante.

Mais à Cholon tout ferme à 19 heures. Les Européens, avant la nuit, reprennent le chemin de Saïgon, car à dix ou quinze kilomètres de là, et malgré les opérations de nettoyage que font chaque jour divers groupes de commandos, les routes ne sont pas sûres. On n'est jamais certain qu'une grenade ne partira pas dans votre direction. À la vérité, ces grenades ne sont souvent qu'une vieille boîte de sardines ou une bouteille pleine d'essence enflammée, mais c'est pourtant suffisant pour vous blesser ou faire griller une paillote.

EN INDOCHINE

212 Français gardent 35.000 « prisonniers » japonais qui disposent d'armes, d'avions et d'autos
(*Combat*, 20 avril 1946)

SAIGON, avril. — En France, nous ne faisons plus beaucoup attention aux prisonniers allemands tant nous sommes habitués à les voir. Ici, ce sont les Japonais qui sont prisonniers, mais leur vue est l'occasion de surprises sans fin.

Dès l'arrivée, on se frotte les yeux lorsqu'en pleine rue Catinat, on aperçoit trois ou quatre jeeps à drapeaux anglais et qu'on note (non sans y regarder à deux fois) que ce sont des Japonais qui conduisent. On remarque vite qu'aucune surveillance ne les gêne et qu'ils sont libres d'aller avec leurs petites voitures où bon leur semble.

Mais ceci n'est rien. On m'a proposé d'aller voir le « Camp des prisonniers japonais », au cap Saint-Jacques. J'ai accepté. On m'a demandé de me trouver sur le terrain d'aviation le lendemain à 9 heures du matin. Je m'y suis rendue. Ne voyant aucun Européen autour des appareils que l'on m'avait indiqués comme étant ceux qui assurent la liaison avec le cap, je me suis informée à nouveau et il a bien fallu me convaincre que je n'avais rien compris encore.

J'ai attendu quelques instants et à l'heure précise, je me suis envolée dans un avion japonais ressemblant à un Spitfire, pilotée par un Japonais et accompagnée d'un commandant japonais ayant son revolver au flanc.

Vingt-cinq minutes au-dessus de la rivière de Saïgon et l'appareil se pose sur le terrain du cap Saint-Jacques.

Les prisonniers logent dans des villas

Le terrain est gardé militairement... par des Japonais en armes. Près de nous, un avion assez important, japonais lui aussi bien entendu. Il assure la liaison Tokio, le Cap. Saïgon. Toujours pas un Européen. Une belle Buick, conduite par un soldat japonais, se charge de m'amener d'abord chez l'administrateur, ensuite chez le commandant de la place : enfin... deux Français.

Et, durant toute une journée, j'ai pu, grâce à cette Buick aimablement mise à ma disposition par les Japonais, et à un interprète, visiter non pas le « camp des prisonniers

japonais » car cette appellation est inexacte, mais la région du cap Saint-Jacques et celle, plus vaste, de Baria qu'occupent et gardent les Japonais. Japonais. Ils sont là environ 30 à 33.000 hommes, répartis en diverses installations plus ou moins confortables ; sur la côte, dans des villas, anciennes maisons de villégiature des Saïgonnais, ou dans l'intérieur, le long des routes et des ponts où veillent des sentinelles — toujours japonaises — qui présentent les armes à chaque voiture. Il faut signaler que ces voitures sont, neuf fois sur dix, japonaises, car cinq états-majors avec généraux et services complets assurent la bonne marche des affaires.

Dans les anciennes pêcheries du cap Saint-Jacques sont installés les entrepôts de cette armée japonaises : sacs de thé, de sucre, rouleaux de cuirs, caisses de disques, il ne manque rien. Les Japonais n'aiment pas manquer de provisions et les bagages ne les encomrent jamais. Lorsque le maréchal Terauchi, considéré comme criminel de guerre, est parti pour son procès, il avait avec lui trois chalands de colis, c'est-à-dire à peu près soixante tonnes de bagages, parmi lesquels trois frigidaires.

La question des légumes

J'ai pu remarquer, au cours de ma promenade dans cette aimable contrée qui rappelle à la fois Saint-Tropez ou Le Moulleau, que presque partout, les soldats cultivaient des jardins potagers fort bien organisés. C'est pourquoi je me suis un peu étonnée (mais, à vrai dire, j'allais d'étonnements en surprises) d'apprendre que si, en principe, cette armée japonaise se nourrit elle-même, nous sommes tenus à lui fournir des légumes verts. Une ancienne entreprise japonaise, installée avant la guerre à Saïgon, a obtenu la subvention nécessaire aux transports de ces légumes. Bien entendu, cette maison est payée par le séquestre des anciens biens japonais en Cochinchine. Mais il semble tout de même d'une part que ce marché pourrait bien revenir à une société de transport française ou annamite, et d'autre part qu'il doit être bien commode d'avoir à sa disposition de nombreux camions pour transporter des légumes dont on n'a pas besoin. Les années que nous venons de passer en France nous ont appris combien des camions peuvent, malgré les apparences, transporter de choses inattendues.

Le camp de fouille

J'ai fait une visite au général Nagahisha, qui commande les Japonais au cap Saint-Jacques. Il m'a reçue, entouré de son état-major, dans une belle villa rose et s'est excusé de la médiocrité des meubles et du peu de confort. C'est tout juste s'il ne m'a pas demandé des nouvelles des pauvres Parisiens. C'est en sortant de chez lui que j'ai vu le « Camp de fouille » que l'on construit en vue du départ massif des Japonais. On espère que dans un mois, le porte-avions annoncé depuis longtemps pourra en rapatrier un grand nombre. On espère également que, d'ici neuf ou dix mois, tous les Japonais « prisonniers » auront quitté l'Indochine. Ce serait à souhaiter pour deux raisons importantes. D'abord à cause du marché noir qu'ils entretiennent chez les indigènes, à qui ils vendent n'importe quoi, au point que l'administrateur a dû menacer de sanctions sévères tout indigène qui se promènerait vêtu de vêtements japonais (le tissu est assez singulier pour qu'on le reconnaisse facilement). Ensuite, parce qu'il se fait un tel trafic d'or et de diamants que la création du camp de fouille au départ a été jugée nécessaire. On envisage de défaire les coutures des vêtements et l'on se demande si, en définitive, on n'aurait pas avantage à les habiller de neuf.

Les bûcherons ont le téléphone

À Baria, c'est le général Mazaki, chef de la 2^e division, tristement célèbre depuis la campagne de Birmanie, qui m'a reçue. Il m'a offert un café de premier ordre dans sa villégiature. Quoique informée par ailleurs, je lui ai posé quelques questions sur les différents effectifs stationnés autour de lui. Si le signalement des unités a, été exact, tous les chiffres étaient faux. Néanmoins, c'est lui qui, par une parole banale, m'a donné l'éveil sur un point qui semble important. Il m'a signalé qu'un planteur était si content du bon travail de ses ouvriers japonais (dernièrement, pourtant, les autorités japonaises ont, sous prétexte de rapatriement, sérieusement réduit le contingent des soldats « accordés » comme travailleurs agricoles), qu'il allait demander qu'on les laissât s'installer dans le village au lieu de les renvoyer au Japon.

Autour de Baria et tout le long de la route de Phu My, les troupes japonaises (Il m'est vraiment impossible de dire les prisonniers) s'échelonnent : régiments d'infanterie, services de transmissions, régiments d'artillerie, tanks (panzers comme dit le général) et hôpitaux variés. Pas un piquet de bûcherons ne s'en va couper du bois dans la brousse sans son téléphone.

Le nombre de malades est d'autant plus stupéfiant que les soldats que l'on croise sont gras et solides. Il paraît que ce sont des malades venant de Birmanie, paludisme et beri-beri. Je me suis inquiétée du nombre des blessés... C'était une question indiscreète. On m'a répondu que, dans un bâtiment comportant environ 650 hommes, il n'y en avait qu'un ! C'est que, au nord et à l'est de cette région, le Viet Minh est installé. La surveillance des « prisonniers japonais » étant impossible, puisque pour ces 35.000 hommes, dont en principe 10 % sont armés, le commandant français ne dispose que de 212 hommes ; on ne saurait vérifier si un certain nombre de « déserteurs » ne passent pas chaque semaine au Viet Minh, n'en reviennent pas après les raids de pillage, et ne sont pas soignés dans ces hôpitaux où les soins sont assurés par des médecins et des infirmières japonais.

Le Cambodge est resté le pays de l'abondance
Mais l'exode des travailleurs tonkinois menace ses plantations
(*Combat*, 19 mai 1946)

PNOM-PENH, mai. — Si une Parisienne était brusquement transportée au Cambodge, au centre du marché de Pnom-Penh, elle n'en croirait pas ses yeux. Sous une immense coupole de ciment armé, une foule grouillante, rieuse et tranquille, circule, marchande, discute, fume, crache, s'amuse ou dort sans souci de l'heure et du temps.

Pourtant le Cambodge, avec ses immenses rizières bordées de jacinthes bleu pâle, a subi, comme l'Indochine, l'occupation japonaise. Ici, comme partout, des hôtels, des maisons ont été entièrement pillées, des Français enfermés dans des camps par les Japonais.

Des familles de planteurs ou de petits commerçants ont perdu le bénéfice de vingt années de travail et attendent, installées tant bien que mal dans des centres organisés à leur intention, l'hypothétique rapatriement que leur santé et leur déception réclament.

Le paradis sous la coupole

Cependant, dans une région qui n'a jamais été réellement atteinte par la propagande du Viet Minh, le gouvernement cambodgien a su garder son autonomie. Le

pays a moins souffert que ses voisins et la vie y a très vite repris son rythme habituel. Il n'est que de circuler au marché pour s'en convaincre.

Partout, sous l'énorme coupole construite en 1937¹, s'étagent des collines d'ananas (à 3 piastres pièce, soit 51 francs), de pastèques au cœur rouge, des rangées de régimes de bananes de toutes tailles, des corbeilles de légumes, des piles de tissus (des cotonnades locales, car la soie est rare), des amoncellements de paniers d'osier et de socques vernies, des étals de boucherie et de charcuterie où, près des saucisses luisantes, rient, l'une à côté de l'autre, des têtes de porcs laquées, des sacs de riz de tous grains, des réservoirs de poissons frais, des paquets de harengs séchés, des coquillages gris ou jaunes. Partout, sur le sol, dans les travées, dans le moindre recoin, près des grilles, d'innombrables éventaires offrent du fil de coton ou de soie, des lunettes, des lacets, ou des feuilles vertes et de la noix d'areck, nécessaires au bétel.

Le crédit du Chinois

Un peu plus loin commence le quartier chinois. Le Chinois, ici comme ailleurs, comme partout, tient en main le commerce et, par conséquent, la fortune du pays. C'est lui qui fournit à l'indigène ce dont il a besoin. Il lui fait crédit sur sa récolte de riz. Puis il empoche, d'abord la récolte, ensuite progressivement la propriété tout entière. Dans les rues à arcades, bordées de restaurants en plein vent, on trouve absolument tout : thé, café, pierres fines, ivoire, sarongs, tissus de soie, bijoux d'argent ciselé.

La vie est deux fois moins chère qu'en Cochinchine. Un très bon repas, avec hors-d'œuvre variés et abondants, côte de bœuf, frites, salade et fruits, revient à 10 ou 12 dollars, soit 170 à 180 francs. Dans un excellent restaurant chinois, un repas copieux pour quatre personnes coûte de 14 à 16 dollars (soit environ 250 francs).

Meo Sang, la vedette aux chants de guerre

Vous pouvez, pour le même prix, aller entendre hurler la grande vedette de disques de Hong Kong, Meo Sang, qui, immobile et impassible sur son tabouret, débite chansons d'amour et de guerre. Pour cette performance, qu'elle renouvelle de midi à 15 heures et de 21 heures à minuit, elle touche 40 piastres par jour, soit 680 francs. C'est à peu près la somme que l'on offre par mois, à Saïgon, à une Française dont les deux fils ont été tués en combattant et qui, n'étant pas femme de fonctionnaire, n'ayant pas de retraite et ayant tout perdu, cherche à travailler pour vivre.

Au palais du roi, la vie est également hors du temps. Pour le jour de l'An cambodgien, une soirée fut donnée où le roi ², entouré d'amis, joua lui-même un acte inédit d'Alfred de Musset. Un bal suivit : altesses, fonctionnaires et officiers en grande tenue, princesses et Françaises en robes du soir, dansèrent au son d'un jazz excellent, celui du Duong Minh, dancing indigène de Pnom-Penh, qui, pour la circonstance, était installé sous un dais dans les appartements royaux.

Un seul problème se pose pour la France au Cambodge : celui de la main-d'œuvre. C'est dans cette partie de l'Indochine que se trouvent nos plus belles plantations d'hévéas. Le Cambodgien, étant naturellement paresseux, ne travaille guère que pour assurer sa subsistance quotidienne. Son rendement est tel qu'il est normal de payer 2 piastres 50 ou 3 piastres par jour un coolie cambodgien, alors que le coolie tonkinois ou chinois peut recevoir jusqu'à 10 piastres.

¹ Le marché central de Pnom-Penh, construit par la SIDEC, est considéré comme un chef-d'œuvre de l'Art Déco :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Marche_central_Pnom-Penh.pdf

² Norodom Sihanouk.

Il est donc Indispensable d'avoir une main-d'œuvre tonkinoise. Or, à l'arrivée des Japonais, le 9 mars 1945, un premier exode eut lieu, les Japonais utilisant les coolies pour leurs propres besoins. Ensuite, le Viet Minh organisa un second exode, par une propagande intensive, et même des menaces à l'égard de ceux qui désiraient rester. Si bien qu'à présent, sur les 15.000 travailleurs tonkinois qui vivaient sur les plantations, il n'en reste plus guère que 5.000. La question de cette main-d'œuvre devra donc être réglée soigneusement avec le gouvernement du Viet Nam, si l'on veut que les plantations retrouvent leur rendement d'avant la guerre.

Ignorante des problèmes graves et la détresse de certains planteurs, la population garde ses traditions et son insouciance.

Au Cambodge, on vous offre encore des bracelets de fleurs embaumées, le soir, au moment du dîner. On peut encore se promener librement au clair de lune, à Angkor, dans les ruines des plus beaux temples du monde, tandis qu'un violon indigène joue un air mélancolique.

Au Cambodge, le vaste hôtel de Siem-Réap peut abriter une centaine de nos soldats convalescents, puisque les 5.000 touristes des quatre coins de la terre qui l'envahissaient tous les ans ne sont pas encore revenus.

Au Cambodge, enfin, on peut laisser un avion tout seul dans la campagne une nuit entière, sans crainte de le retrouver en pièces détachées le lendemain.

Les Cambodgiens sourient toujours, chantent et s'amuse comme des enfants, sans songer, après votre passage, à se redresser et à vous tirer une balle dans le dos. C'est encore le pays de la gaîté et de l'abondance.

Depuis des mois,
DES MILLIERS DE FRANÇAIS
attendent à Saïgon leur rapatriement
(*Combat*, 26 mai 1946)

Saïgon, mai. — On commettrait une grave erreur en n'examinant les problèmes que posent les relations de la France avec la nouvelle république du Viet Nam qu'en fonction de considérations politiques ou économiques. Les leaders du Viet Minh, formés en général aux disciplines des universités françaises, seraient-ils éloignés de toute xénophobie, il n'en resterait pas moins qu'en Indochine, comme en Indonésie et sans doute aussi en Malaisie, les luttes ont pris un caractère racial.

Qu'on le veuille ou non, les Indochinois ont le sentiment d'être engagés dans une légitime révolte des peuples jaunes contre les blancs. Inutile de dire que les Japonais n'ignoraient pas les griefs que les indigènes tonkinois, annamites ou cochinchinois étaient fondés à adresser à leurs « protecteurs » européens. Ils ont agi en conséquence et toute leur propagande, tant qu'ils ont été les maîtres du pays, a consisté à souligner la faiblesse et les défauts des blancs.

Les mêmes Japonais, que l'on traite avec égard maintenant qu'ils sont prisonniers, accompagnaient leurs proclamations racistes de vexations et d'insultes infligées en pleine rue aux Européens. Que pensait le boy cochinchinois de la femme blanche qu'il servait, lorsqu'il voyait un Nippon la gifler, parce qu'elle avait osé marcher sur le même trottoir que lui ?

Cependant, et jusqu'en septembre 1945, les Français avaient conservé une certaine dignité. Deux faits leur ont fait perdre la face :

D'abord, on a laissé les hommes du Viet Minh transporter en septembre dernier dans les rues de Saïgon, nu et pendu entre deux bambous, comme les paysans portent les porcs au marché, un vieux planteur européen. Quelque faute qu'il eût pu commettre, si antipathique qu'il eût pu être (je n'ai aucun renseignement sur lui), c'était un Européen,

et il est clair que ceux qui traînaient son cadavre avaient moins obéi à une volonté de justice qu'à une volonté d'humiliation.

Ensuite, vers le 22 septembre, lors de l'arrivée de nos premières troupes, l'enthousiasme des Français fut tel que lorsqu'ils hissèrent nos couleurs sur les bâtiments de Saïgon, les gendarmes du Viet Minh n'osèrent pas s'y opposer. Mais, dès le lendemain, pour des raisons de diplomatie politique et alors que toute la population française s'apprêtait, tremblante de joie, à chanter « la Marseillaise », le drapeau ne reparut pas, et la foule, ahurie, stupéfaite, fut dispersée par les hommes du Viet Minh goguenards.

Quelques jours plus tard, des massacres de Français avaient lieu à la cité d'Heyraud³. Il y en a eu d'autres depuis.

Dans les centres d'accueil de Saïgon

J'ai visité à Saïgon cinq centres d'accueil pour les réfugiés français de l'Annam et du Tonkin ; centres organisés avec beaucoup de soin, surtout depuis que quelques assistantes sociales, venues volontairement de France, en assurent le fonctionnement. Je ne nommerai pas (elles m'ont demandé de ne pas les nommer) ces jeunes Françaises, qui se dévouent entièrement aux réfugiés et qui espèrent créer en Indochine un service social réellement efficace, mais je tiens à mentionner leur courage et leur tenue.

Elles ne sont que huit. Malgré les bonnes volontés qui s'offrent à les seconder, comment pourraient-elles s'occuper des 9.000 réfugiés de Hanoï et de Haïphong (dont 3.800 femmes et 2.150 enfants), dont l'état de santé aurait exigé le rapatriement avant la fin du mois ?

Des familles de sept et huit enfants attendent depuis le mois de novembre d'être ramenées en France. Un commandant a dû laisser partir seul sur le *Pasteur* son aîné, très gravement malade. Le père, la mère et les cinq autres enfants n'ont pas pu encore aller le rejoindre. Une jeune femme dont le mari, gendarme, a été tué d'une grenade à Cholon, reste seule avec trois tout petits enfants. Elle touche exactement 700 piastres par mois. C'est tout juste ce qu'il leur faut pour se nourrir, le centre de Chasseloup-Laubat lui ayant consenti un prix modéré pour les repas des enfants. Depuis plusieurs mois, elle demande en vain son rapatriement, quoiqu'elle ait six ans de colonie et une famille prête à l'accueillir en France.

Le départ de « l'Espérance »

Une demoiselle à cheveux gris était surveillante depuis vingt ans dans une institution catholique de Hanoï. Rapatriée sanitaire, elle attend son départ depuis deux mois. Dans le centre d'accueil où elle patiente, elle a pu s'employer et gagner quelque argent de poche, mais les 800 piastres d'économies qu'elle avait ont vite fondu. Elle est maintenant dans l'impossibilité absolue de payer son passage de retour. Comme elle n'est pas fonctionnaire, elle n'a pas droit à une réquisition. Elle a donc accompli les démarches nécessaires pour être reconnue indigente, mais tant que cette reconnaissance n'est pas acquise, elle ne peut ni toucher de secours ni être rapatriée.

Les cas semblables sont nombreux, si les bateaux affectés au rapatriement le sont peu. Ces bateaux sont d'ailleurs peu faits pour des rapatriements massifs : l'*Espérance*, parti récemment, n'a emmené que trente familles civiles et trente familles militaires. L'entrepont était rempli de militaires célibataires, car on ne peut faire voyager les enfants et les femmes dans des hamacs.

³ Les massacres de la cité Heyraud (et non d'Heyrand) ont visé principalement des Eurasiens.

Ainsi, entassés dans d'anciens lycées où l'eau manque, dans des hôtels indigènes désaffectés, au cœur du quartier chinois, dans des maternités modernes où tout un étage est réservé aux Annamites qui y sont très au large, des milliers de Français attendent leur retour.

Que peuvent penser les indigènes d'une « puissance » qui n'est même pas en mesure de rapatrier ses ressortissants ?

AU MÉTROPOLE,
ancien palace de Hanoï aujourd'hui infesté de puces et de cancrelats,
des Français débilisés attendent leur rapatriement
(*Combat*, 30 mai 1946)

HANOÏ, mai. — Il est déplorable de laisser végéter en Indochine des civils français, dont la situation sociale et la santé sont complètement ruinées et qui sollicitent depuis plusieurs mois leur rapatriement. On devine quelle considération les Vietnamiens pourraient accorder à une « puissance » incapable de ramener ses ressortissants jusqu'à leur foyer natal. Si une telle situation est, du point de vue politique désastreuse, d'un point de vue strictement humain, on peut dire quelle est intolérable.

À Hanoï, la mauvaise saison a commencé voici plus d'un mois. C'est l'époque où la mortalité est la plus élevée. Sans parler des enfants, dont les cas sont parfois tragiques, la majorité des malades proposés pour un rapatriement immédiat, se compose d'amibiens chroniques, que le mauvais ravitaillement, l'épidémie constante de choléra, la chaleur humide, accablante nuit et jour, condamnent à un amaigrissement qui peut être fatal.

Le seul fait d'avoir distribué du pain de froment a amélioré et la situation sanitaire et le moral des malades. Mais la cherté de la vie à Hanoïen rend le séjour extrêmement difficile à des Européens éprouvés et démunis. Quelques prix suffisent à le prouver : un repas y coûte trente piastres (510 francs). La viande vaut 25 piastres (425 francs) et on ne peut la conserver. On l'achète vers dix-sept heures pour la consommer le soir même. Le sucre est fort rare et se paie 250 fr. le kilo. Le beurre est introuvable.

Il n'est pas question d'acheter des gâteaux, en vente à 35 francs pièce, quand, ayant été pillé une ou deux fois, on a perdu tout ce qu'on possédait et que, sur les 2.500 kilos de bagages que l'on comptait rapporter après quinze ans de séjour au Tonkin, il ne vous reste plus qu'un sac à main.

Deux mille enfants à rapatrier

À Saigon, les centres d'accueil que j'ai visités sont assez bien organisés pour qu'en dépit d'une promiscuité inévitable (famille de six enfants dans une pièce de seize mètres carrés, dortoirs pour cinquante ou soixante personnes), la vie y soit supportable. Mais à Hué, où se trouvent environ un millier de réfugiée, à Haïphong, où l'arrivée des troupes françaises a encore réduit la place disponible dans les maisons restées habitables après le passage des Japonais et des Chinois, à Hanoï, enfin, demeurent trop d'enfants français, de femmes et de vieillards qui supporteront très mal l'été qui vient.

Or, qu'annonce-t-on ? La mission chargée spécialement du rapatriement des deux mille enfants recensés n'obtient pas le bateau qu'on lui avait formellement promis. En une semaine, six enfants sont morts, Pour les adultes, on attend des bateaux dans un mois. Certains bateaux ne pourront embarquer que des hommes en bonne santé, les conditions de voyage ne permettant pas de prendre à bord des malades, des femmes

ou des enfants. De plus, les bateaux qui viendront — au compte-gouttes si l'on peut dire — ne pourront emmener que trois cents à quatre cents passagers chacun.

Pendant ce temps, dans les couloirs de l'ancien hôtel chic de Hanoi, le Métropole⁴, les puces sautent en rangs serrés le long des mollets ; des cancrelats, gros comme des langoustines, foisonnent sur les meubles et dans les armoires, dévorant le linge et la nourriture ; des familles chinoises crachent un peu partout et un groupe d'enfants français jouent par terre. sur les marches crasseuses des escaliers, sur les nattes aux taches douteuses, pour ne pas dire plus.

Lorsque tout est calme, les gosses ont la grande ressource d'aller jouer sur le trottoir devant l'hôtel, sous un soleil torride.

Leurs mères sont trop lasses — la plupart font elles-mêmes toute la cuisine et la lessive dans leurs chambres, depuis des mois, dans une température d'étuve — pour montrer encore un peu d'autorité ou simplement de vigilance et éviter, par exemple, qu'un bébé ne porte à sa bouche un fruit qui a roulé sur un sol souillé de crachats de bétel.

Il n'y a pas de bateaux...

Tous les mardis, à la commission de rapatriement, c'est un défilé lugubre de malheureux gens. Le teint cireux, les yeux jaunes, ils tendent des certificats médicaux qui affirment l'aggravation de leur mal. On les inscrit sur une nouvelle liste. On leur donne un nouveau numéro de priorité. Mais tout cela est vain et ils le savent, puisqu'il n'y a pas de bateaux pour les transporter.

Certains, qui ont encore conservé une large part de leurs biens et dont les enfants, depuis dix ans ici, sont particulièrement anémiés ou nerveux, proposent de payer la différence entre le rapatriement par bateau et le retour en avion. Proposition inutile, puisqu'il n'y a pas assez d'avions pour les ramener en France.

Alors ?

Alors, il faut qu'une décision soit prise, et très rapidement. Il faut trouver des moyens de transport. La Croix-Rouge internationale pourrait peut-être intervertir.

LES FRANÇAIS DE HANOÏ SONT CONSIGNÉS CHEZ EUX lorsque les Vietnamiens manifestent (Combat, 1^{er} juin 1946)

DES reportages de notre envoyée spéciale en Indochine Sabine Berritz viennent de nous parvenir de Hanoï avec plusieurs semaines de retard. Leur contenu ne rend pas compte de ce retard, mais cependant l'explique. En dépit des accords conclus avec le gouvernement du Viet Minh, la situation des Français résidant au Tonkin et dans le Nord-Annam reste infiniment précaire. Aussi, et quoique les lignes qu'on va lire soient vieilles de près d'un mois, avons-nous estimé qu'elles devaient être publiées. Tout nous porte à croire, d'ailleurs, que, dans l'ensemble, la situation qu'elles décrivent a peu changé.

HANOÏ, 1^{er} mai. — Depuis deux jours déjà, on annonçait à Hanoï une grande manifestation à l'occasion du 1^{er} mai. D'après les renseignements que l'on avait, il

⁴ L'Hôtel Métropole, ouvert en 1900 :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Hanoi-Metropole.pdf

devait y avoir aujourd'hui un défilé monstre, mais qui n'aurait pas grand-chose à voir avec la Fête du Travail. Orchestrée par l'ancien chef de la Propagande, M. Liu, remplacé à cause de sa violence contre la France, la manifestation devait exprimer la volonté d'indépendance du peuple vietnamien.

Le président Ho Chi Minh, à qui on était allé exprimer quelque étonnement du caractère donné ici aux cérémonies du 1^{er} mai, s'en était montré navré, mais avait reconnu l'incapacité des autorités à empêcher que la manifestation ne fût pas purement et simplement nationaliste.

Pour éviter tout incident, nos troupes ont été consignées et les civils français invités à ne pas sortir de chez eux.

« L'union est une arme tranchante »

Dès 7 heures ce matin, des associations, portant des banderoles rouges où dominaient les inscriptions : Le Nam Bo an Viet Nam (le Nam Bo est la Cochinchine); Indépendance pour le Viet Nam, Mille ans au président Ho Chi Minh, ont défilé devant la résidence du président qui, à ma connaissance, n'a pas paru une seule fois à sa fenêtre.

En tête venaient de grands drapeaux vietnamiens, rouges avec une étoile jaune au centre. Des chefs de groupe, sifflet à la bouche, imprimaient au cortège un rythme plus ou moins accéléré. Derrière venaient un peu au hasard des femmes, des enfants, des soldats, des groupes de jeunes filles, des scouts armés de vrais fusils. Au milieu, une motocyclette pétaradait au ralenti : elle précédait un cavalier porteur d'un étendard, probablement un officier de l'armée vietnamienne. Une autre motocyclette suivait en faisant autant de bruit.

Sur près de trois kilomètres, le long de la Pho Trieu Quang Phuc (ancien boulevard Dongkhanh et route de Hué), le cortège s'est déroulé entre des trottoirs déserts. Une ou deux pancartes célébraient l'électricité, mais toutes les autres inscriptions étaient nationalistes, y compris celle, en lettres d'or, qui dominait la tribune réservée aux officiers vietnamiens : « L'Union est une arme tranchante. » Nulle part, les mots « travail ou travailleurs » n'étaient cités.

Un meeting avait lieu dans l'ancienne Cité universitaire, à Bac May. Entre les quatre bâtiments qui abritaient autrefois les étudiants, une dizaine de milliers de Vietnamiens se sont rassemblés. Les porte-drapeaux s'étaient placés sur un rang, face à la tribune. Et leurs grands étendards rouges les uns auprès des autres n'étaient pas sans rappeler certains rassemblement de Nuremberg.

Des injures et une pierre

Dois-je ajouter qu'aucun Français, sinon une amie et moi, n'était présent. Nous assistâmes toutes deux à cette manifestation grâce à l'amabilité du directeur de l'Information vietnamienne, M. Xueng, qui n'a pas hésité à nous accompagner alors qu'un de mes confrères tonkinois de *Hanoi-Soir* avait refusé de venir avec nous dans la ville indigène, de peur de se compromettre auprès de ses compatriotes. D'ailleurs, tout se passa très bien. Une seule pierre nous fut lancée (les injures fusaient, mais nous ne les comprenions pas), alors que notre jeep côtoyait le défilé.

On a entonné l'hymne national. Il s'inspire de divers chants nationaux européens, avec de fréquents rappels de *l'Internationale*. Tout le monde l'a écouté en silence. Puis ç'a été le chant des morts. Mais le soleil frappait dur, des parapluies se sont ouverts et les chapeaux sont revenus sur les têtes avant la fin.

Les discours ont commencé. Ils ont été écoutés en silence. Certains groupes jouaient aux cartes.

Avant même que toutes les associations fussent arrivées à la Cité, la foule a commencé à quitter le meeting pour rentrer dans les maisons plus fraîches. Et le cortège a démarré en sens inverse. La cadence des pas était moins ferme, les fronts plus

ruisselants. Devant la maison du Président, des chefs. armés de porte-voix, ont lancé des phrases que les groupes ont répétés machinalement.

L'enthousiasme n'a pas soulevé la foule un instant, et vers midi, le soleil seul écrasait les rues aux boutiques soigneusement closes.

Demain : A Vinh

VINH*

DEPUIS PLUS D'UN AN
700 Français coupés du reste
du monde s'attendent au pire dans
une citadelle du Viet Minh
(*Combat*, 2 juin 1946)

DANS un son numéro d'hier, *Combat* a publié un reportage sur Hanoï, de son envoyée spéciale en Indochine, Sabine Berritz. Le reportage qu'on lira aujourd'hui date du 3 mai. Comme celui de la veille, il ne nous est parvenu qu'avec plusieurs semaines de retard.

Nous souhaitons de tout cœur qu'il ait perdu de son actualité, que les sept cents Français et, parmi eux, les deux cents enfants de Vinh aient pu quitter la citadelle du Viet Minh. Le cœur se serre à la pensée qu'un an après l'armistice, des enfants puissent trembler encore.

VINH, 3 mai. — Le 2 mai 1946, pour la première fois depuis le 9 mars 1945, on a pu chanter la *Marseillaise* à Vinh, dans la mission des sœurs.

Cette nouvelle peut étonner les Français de France, assez mal informés de ce qui se passe en Indochine. Qui sait, en effet, que, d'après les accords passés avec le gouvernement du Viet Nam, le 6 mars dernier, Vinh, ville importante du Nord-Annam et patrie du président Ho Chi Minh, sera la « ville test » de la nouvelle République ?

La province de Vinh a toujours été le berceau des révolutionnaires vietnamiens. Dans ses montagnes se sont cachés agitateurs et évadés. L'hostilité des habitants a toujours été connue des Français.

Néanmoins, le 9 mars 1945, date fatidique où commença le cauchemar de tout Européen en Indochine, Français et Vietnamiens se trouvaient côte à côte dans les cages installées par les Japonais. Jean Ramadier, fils de l'ancien ministre, enfermé avec vingt-deux indigènes dans une cage d'un mètre quatre-vingts sur deux mètres, était même considéré alors comme le chef de la Résistance ; on lui communiquait les mots d'ordre antinippons du Viet-Minh. Mais tout cela a bien changé.

La propagande antifrançaise, soutenue par les Japonais dans tout le pays, souleva les Vietnamiens contre les blancs et, dès le mois d'août, la vie devint infernale pour toute la colonie française de Vinh. Des nuits entières, le tam-tam appelait à la révolte, les maisons françaises étaient entourées d'une foule hurlante, armée de piques et de coupe-coupe. Les Français furent emprisonnés, leurs femmes injuriées, molestées. Au marché, on refusa de leur vendre quoi que ce fût, et leurs maisons furent pillées. Plus de domestiques, plus de moyens de transport (à Vinh, les « pousses » refusent encore de transporter une Européenne). plus de postes de radio.

Enfin, le calme se rétablit peu à peu. Les Français apprirent que l'armée Leclerc allait débarquer, que des accords seraient signés. On eut, à Vinh, un fol espoir.

Le Viet Minh maître à Vinh

Et voilà que, précisément, le Nord-Annam et spécialement la ville de Vinh ont été, en vertu des accords, entièrement laissés aux Vietnamiens pour qu'ils y fissent leurs preuves.

Les troupes françaises n'y viendront pas, à l'exception d'une mission d'une quinzaine d'hommes. La police sera assurée par les autorités locales qui seront toutes-puissantes.

La déception a été très grande à Vinh et la vie y est restée difficile, semée de mille vexations quotidiennes.

Lorsque le premier avion français s'est posé sur le terrain, il y a quinze jours, il a été fort mal reçu et l'administrateur qu'il amenait n'a pas été autorisé à en descendre. Depuis, les rapports officiels entre Français et Vietnamiens se sont un peu améliorés, mais, dans le détail, la vie reste parfaitement insupportable pour les sept cents Français (dont deux cents enfants), presque sans relations avec l'extérieur, dans cette minuscule citadelle du Viet Minh.

Hier, sous prétexte d'un goûter pour les petits Français de Vinh, un « Junker » a décollé de Hanoï. Il emportait une dizaine de musiciens et d'artistes de la 9^e D.I.C., vêtus en civil pour cette occasion, trois assistantes sociales et deux autres femmes, dont j'étais. Nous étions les premières personnes non officielles qui eussent atterri à Vinh depuis plus d'un an. Et, tandis que dans la petite salle de la mission, où chacun avait apporté le drapeau tricolore en papier qu'il gardait soigneusement depuis de longs mois dans l'espoir de pouvoir l'agiter sur le passage des troupes de Leclerc, les musiciens faisaient entendre aux exilés les chansons et les airs de France, nous sommes allées, ma compagne de voyage et moi, visiter les différents quartiers de la ville où ont été refoulés les Français.

L'auto qui nous transportait arborait un beau laissez-passer vietnamien sans lequel, la veille encore, Jean Ramadier eût été arrêté par une sentinelle furibonde. C'est pourtant l'unique voiture française de toute la région. Mais comme nous avons eu l'imprudence de nous arrêter un instant devant le fleuve, une autre sentinelle nous a très sérieusement mis en joue. On a beau savoir que quatre balles sur six vendues aux Vietnamiens par les Chinois ne sont pas percutées, on n'en a pas moins démarré immédiatement.

Au couvent des Clarisses

Après le quartier de Ben Thuy, où dans quatre ou cinq villas sont entassées soixante personnes de tous âges, après le quartier de Djibouti, un peu plus aéré, où les Français vivent à seize par maison, après la mission des Pères, où sont les hommes seuls, nous sommes arrivées au couvent des Clarisses, qui abrite encore cent quarante personnes.

Dans des cellules de 2 m. 50 sur 3 m. 50, sans eau ni lumière, des familles campent depuis un an. La cuisine se fait en commun, sur un foyer de trois pierres rassemblées. Les hommes font à tour de rôle la corvée de bois et la corvée d'eau. Les lits sont édifiés avec des planches ; une natte tient lieu de matelas et de sommier. Les moustiquaires n'ont pu être lavées faute de savon.

Dans la chapelle, vit une famille de huit enfants, celle de M^{me} Ferey* Autrefois, M^{me} Ferey habitait dans l'une de ses plantations. Son mari a été assassiné. Les Japonais, puis les Vietnamiens lui ont tout pris. Elle ne veut pourtant pas rentrer en France, où elle n'a plus ni famille ni maison, mais elle se demande comment va se régler sa situation ici. Certes, le président Ho Chi Minh a solennellement assuré que pas un Français ne serait exproprié, mais que fera M^{me} Ferey de ses trois plantations complètement saccagées ? Qui va liquider la succession de son mari .puisqu'elle a encore deux enfants mineurs ?

C'est là un exemple, parmi tant d'autres, des questions angoissantes qui se posent à chaque pas.

Plus loin est un ancien pilote d'Air France, qui a les larmes aux yeux quand je lui parle de camarades que j'ai connus. Dans une autre cellule, une femme charmante joue avec son bébé. Elle n'a pu obtenir des autorités vietnamiennes la liberté de se marier avec un Français, mais elle accepte son sort et sourit.

Le couvent constitue aujourd'hui une incroyable cour des miracles, où pas un Français de France, sauf ceux qui ont connu les camps de déportation, n'imaginerait pouvoir vivre un jour. Tous ceux des nôtres qui sont ici ont tout perdu. Tous, ils attendent leur rapatriement, mais ils préfèrent vivre dans la misère et le manque d'hygiène plutôt que de se réfugier dans une maison isolée où ils devront trembler nuit et jour.

Le cimetière profané

Un peu plus loin, c'est le cimetière français. Ici, comme à Hanoï, les pierres ont été arrachées, les croix démolies. Si un Français vient déposer un bouquet sur la tombe d'un ami, ses fleurs disparaissent une heure plus tard. Si quelqu'un meurt parmi la colonie française, aucun coolie n'accepte de creuser sa tombe et ce sont les camarades du défunt qui portent son cercueil et l'ensevelissent.

Brimades, vexations, difficultés de toutes sortes à propos de rien, les Vietnamiens n'épargnent rien aux Français de Vinh. C'est donc pour eux, plus encore que pour tous les Français d'Indochine, qu'il faut réclamer des bateaux, des bateaux. On envisage d'envoyer les femmes et les enfants par voie ferrée jusqu'à Tourane, où ils seront nettement mieux pour l'été, mais cela n'est qu'une solution provisoire. C'est vers la France qu'il faut tous les ramener, et très vite.

Quant aux autorités vietnamiennes, si elles désirent établir qu'elles sont capables d'assurer l'ordre, on ne saurait que les engager à étudier sérieusement la situation de Vinh.

LE LENT REFLUX DES TROUPES CHINOISES laisse le Viet Nam ruiné comme par un vol de sauterelles (*Combat*, 4 juin 1946)

HANOI, juin. — Une journaliste américaine, Dixie Tyghe, du « New York Post », a déclaré que Hanoï était le lieu de rencontre d'un triumvirat de haines. Je crois que l'expression correspond à l'exacte vérité. « Les trois traités récemment signés entre Français, Chinois et Annamites, écrit cette Américaine, ressemblent plus à des déclarations de guerre que de paix, et la colombe pacifique est plutôt une cible volante. Chaque force est prête à tirer ; des trois, les Français ont la gâchette la plus sûre ; les Chinois la plus heureuse, et les Annamites la plus vacillante. »

Ainsi, dans la capitale de l'ancien Tonkin, qui pouvait se vanter d'être la plus jolie ville d'Extrême-Orient, et qui est maintenant un des endroits les plus délabrés de l'Indochine, trois forces des plus dissemblables jaillissent au milieu d'une population civile lasse, débilitée et nerveuse. C'est miracle que les conflits soient relativement rares.

Les trois forces en présence

Il y a d'abord les troupes françaises. On doit dire que leur discipline force l'admiration des observateurs étrangers et contribue à éviter bien des incidents.

Ensuite les troupes vietnamiennes, formées, d'une part, de patriotes convaincus, fanatisés par une propagande bien faite, mais aussi de quelques hors-la-loi, heureux de s'être glissés dans une organisation régulière.

Enfin, les troupes chinoises, composées sans doute des éléments les moins représentatifs de la grande Chine, accoutumées à vivre de rapines et de guérillas contre d'autres troupes semblables à elle-mêmes.

À l'échelon des supérieurs, l'atmosphère parvient à rester courtoise. Les débats ont lieu dans les formes habituelles de la politesse extrême-orientale, et les représentants de la race jaune acceptent de prendre des mesures tout en étant convaincus que leurs subordonnés n'en tiendront aucun compte.

C'est pourquoi, à l'échelon de l'homme de troupe et de l'homme de la rue, blanc ou jaune. la situation est très tendue.

Pour les Français, la vie est chaque jour plus intolérable, soit que, comme le jour de Pâques, ils voient certains de leurs camarades abattus inutilement, soit qu'ils apprennent la découverte de charniers renfermant dix ou douze cadavres de blancs, soit qu'ils sachent que des femmes françaises sont injuriées et malmenées alors qu'ils sont sans armes pour les défendre, soit tout simplement qu'ils soient plus ou moins consignés dans des casernements misérables alors que les Chinois sont parfaitement installés.

Pour les Vietnamiens, que les journaux locaux entretiennent dans un état de colère constante, malgré les ordres réitérés du président Ho Chi Minh. la présence conjugée des Français et des Chinois rend l'air irrespirable.

Enfin, les troupes chinoises mettent le comble à l'exaspération générale. Malgré les accords signés le 13 mars entre les autorités françaises et chinoises à Choung-King, ces troupes n'ont pas évacué le 31 mars le territoire indochinois situé au-dessus du 16^e parallèle, comme leur gouvernement s'y était engagé.

Une visite au général Lu Han

Certes, le général Lu Han, commandant en chef les premières zones d'action, ne récuse pas ces accords, mais il allègue les difficultés de transport. En fait, la question est beaucoup plus simple, c'est pourquoi personne n'y fait la moindre allusion : il s'agit surtout de retarder le départ jusqu'au temps de la récolte du riz et de celle, plus fructueuse, de l'opium.

J'ai raconté, à mon arrivée en Indochine, comment les Japonais « prisonniers » s'étaient organisés au cap Saint-Jacques et comment ils envisageaient leur retour au pays avec frigidaires et objets d'art ⁵. De même que les généraux japonais se sont fort bien installés dans de belles villas de la côte, les généraux chinois se sont octroyé les meilleures installations de Hanoi.

Le général français Valluy doit se contenter, pour résidence, du secrétariat général. Par contre. j'ai trouvé le général Lu Han installé dans le palais du Gouvernement général. Comme il ne savait pas le français, le conseiller Tcheng Tchang nous a servi d'interprète. Le général Ma Yin. chef d'état-major, était également présent.

Pendant trois quarts d'heure, la conversation a roulé sur la Chine, que je ne connaissais pas, et sur la France où mes Interlocuteurs n'étaient jamais allés. Nous buvions des verres d'eau chaude, nous fumions des cigarettes anglaises en nous extasiant sur la beauté des éclairs qui sillonnaient fréquemment le ciel. Tout sujet trop indiscret était soigneusement écarté de la conversation.

⁵ Voir le numéro de « Combat » du 20 avril dernier.

Enfin, après avoir été très cordialement invitée à me rendre à Kunming, la capitale du Yunnan dont le général était originaire, j'ai pu glisser une question qui me tenait à cœur :

— Comment se fait-il que vous ne parveniez pas à éviter les incidents comme celui du jour de Pâques ?

La réponse fut empreinte de toute la courtoisie céleste, mais se termina ainsi :

— Il est absolument inévitable que des troupes de nationalités différentes stationnées dans le même endroit se heurtent. Il faut, dans ces cas-là, ne pas grossir les faits, et les régler à l'amiable le plus vite possible, à l'échelon supérieur.

— Pourquoi les troupes chinoises mettent-elles tant de temps à partir ? demandai-je.

— Les moyens de transport nous font défaut. Les camions que nous avons récupérés sur les Japonais sont en très mauvais état. Les trains qui passent par Langson et les bateaux de Haïphong sont rares. Néanmoins, le départ se fait régulièrement. D'autre part nos compatriotes civils sont un peu effrayés de rester ici alors que nos troupes s'en vont. Ils craignent que les soldats français ne se vengent ensuite sur eux.

C'était un aveu tacite. C'était reconnaître que certains ressortissants chinois ne se sont pas toujours comportés comme leur état d' « allié » l'aurait exigé. En effet, des serveurs de l'un des plus grands restaurants chinois de Hanoï n'ont peut-être pas oublié qu'avant l'arrivée des troupes de Leclerc, il leur était advenu de maltraiter des Européennes. Un grand marchand chinois du centre de la ville n'est pas, non plus, très sûr qu'an n'ait pas remarqué le jour de Pâques, des coups de feu de la ville n'est pas, non plus, très sûr qu'on n'ait pas remarqué le jour de Pâques des coups de feu partant de chez lui dans la direction des troupes françaises.

J'ai dit qu'il n'était guère dans nos habitudes de nous « venger » sur des gens sans défense, et qu'à mon avis, les risques d'incidents seraient diminués s'il n'y avait plus de soldats chinois.

Il me fallut insister beaucoup pour obtenir l'assurance formelle — assurance qui vient d'être confirmée par un communiqué officiel — qu'il n'y aurait plus de troupes chinoises, le 15 juin, sur le territoire de la Fédération indochinoise.

Sur le toit des trains

Le reflux, si lent, et qui, à mon avis, ne sera pas terminé pour les récoltes de riz et d'opium de cette marée venue du Yunnan en sandales de cordes, est un spectacle navrant.

Elle se retire à regret de cette Indochine que les Japonais lui ont livrée sans trop de difficultés après avoir commencé sa ruine.

En partant, les Chinois razzient le Viet Nam d'une façon invraisemblable. Les Vietnamiens, en dépit de leur haine pour les Français, considèrent que ces Chinois sont plus nuisibles et les appellent « le vol de sauterelles ». Lorsqu'un départ a lieu, les colis les plus hétéroclites et les plus inattendus s'entassent aussi haut qu'il est possible. Les trains sont comblés jusque sur les toits et si les plates-formes s'en vont chargées seulement de canons français considérés comme prises de guerre parce qu'ils ont été récupérés sur les Japonais qui se les étaient octroyés, les ballots de toutes formes s'accumulent jusque sur la locomotive.

L'autre jour, une valise trop lourde s'ouvrit jet laissa s'étaler sur le trottoir son contenu : des crémones. Un peu plus loin, sur un camion, des chambranles de portes voisinaient avec des baignoires, des rouleaux de fil de fer rouillé, des montants de moustiquaires. À Hué, certains soldats se sont présentés au bateau qui les rapatriaient avec des tables de nuit, d'autres avec des voitures d'enfants.

À Hanoï, à Tourane, on reconnaît entre toutes les maisons qui ont été réquisitionnées par des Chinois. Elles sont entièrement vides, certaines même n'ont plus de toit, les soldats ayant vendus les tuiles pièce à pièce avant de s'en aller.

Les départs en avion sont plus pittoresques que les autres. Ayant l'habitude de charger les véhicules jusqu'à l'extrême limite, les Chinois ont du mal à comprendre que si un avion peut décoller avec 2.000 kilos de fret, il ne peut en prendre 2.500.

Au début, cela provoquait des incidents : des officiers chinois se battaient entre eux pour avoir une place ; d'autres, tournant leur déconvenue contre le pilote, le menaçaient. Tout est rentré dans l'ordre maintenant, la « resquille » se fait de façon pacifique, sous l'œil aimable d'un petit char de la 2^e D.B.

Quand, emportant la récolte, les Chinois partiront, laissant le pays ruiné, ils ne renonceront pas pour autant à garder leur Influence en Indochine.

Revendications chinoises

Ling Ki Han, délégué spécial des Affaires étrangères de Chine en Indochine. a posé, dans une interview, cinq points qui ne laissent aucun doute à ce sujet :

1) Le système de taxation tel qu'il était pratiqué vis-à-vis des résidents chinois doit être amélioré ;

2) En aucun cas, les Chinois ne devront payer plus que les Vietnamiens ;

3°) Les Chinois devront être autorisés à acheter des immeubles et des propriétés foncières ;

4°) Les Chinois seront libres d'établir des écoles secondaires, des pêcheries et des entreprises agricoles ;

5°) Les Chinois pourront établir des Compagnies de navigation de cabotage, le long des côtes du Viet Nam et sur les fleuves.

Ces conditions mettront en très peu de temps tout le commerce indo-chinois entre leurs mains.

769 FRANÇAIS
ont quitté Hanoï
pour être rapatriés
(*Combat*, 4 juin 1946)

Saïgon, 3 juin. — 769 Français ont quitté Hanoï et sont arrivés à Haïphong d'où ils doivent s'embarquer pour la France. En attendant leur rapatriement, ils seront dirigés vers les villes de Dalat et de Cap Saint-Jacques pour se reposer.

« Avez-vous déjà vécu à Paris ? »
ai-je demandé au président Ho Chi Minh
Il m'a répondu : « OUI ET NON »
(*Combat*, 5 juin 1946)

HANOI, juin. — Le président Ho Chi Minh, qui fait route actuellement vers la France, a bien voulu me recevoir, il y a quelques jours, dans un modeste salon de la Résidence supérieure de Hanoï. Avant de venir le voir, je savais qu'il se nomme en réalité Nguyen Ai-Quoc, qu'il a fait ses études en Chine, et qu'il a pris de bonne heure une part active à des mouvements révolutionnaires.

De 1920 à 1930, il a été secrétaire particulier d'un consul de l'U.R.S.S. en Chine, puis, après avoir tenté en vain de rentrer au Viet Nam, il a voyagé et vécu en France. Il parle couramment le chinois, l'anglais, le français et le russe. Dès 1944, Il était à Kunming (dans le Yunnan), attendant l'occasion de prendre la tête de la révolution dans son pays.

Une légende bien entretenue

On m'avait expliqué aussi qu'il entretenait soigneusement sa légende. On dit qu'il n'avoue jamais quel est son véritable nom, qu'il est obstinément fidèle à un pauvre uniforme kaki et à la barbe des anciens mandarins. Ailleurs, dans le peuple vietnamien, on murmure souvent qu'il existe plusieurs Ho Chi Minh et qu'on ne sait pas quel est celui qui vous reçoit.

Ce Président que j'allais voir, était-ce le fondateur de la « Ligue des peuples opprimés ? Un membre du comité exécutif du parti communiste ? A-t-il fait le voyage de Moscou ? Est-il revenu en Chine en 1930 pour fonder le parti communiste indochinois ? A-t-il été arrêté à Singapour, à Hong-Kong ? Est-ce, enfin, le plus ancien et le plus respecté des chefs du communisme indigène ?

Autant de questions sur lesquelles le président de la République vietnamienne garde un silence total, soit pour intriguer les étrangers, soit pour se grandir aux yeux de ses compatriotes. Les réponses que le président m'a faites étaient certainement destinées à me laisser dans le doute sur tous ces points.

Je lui ai demandé :

— Vous avez déjà vécu à Paris ?

Il a répondu :

— Oui et non. Enfin, je connais bien Paris par les livres et les photos.

Par contre, il s'est informé de Marseille avec une certaine précision, surtout à propos des dégâts faits au Vieux-Port.

Une atmosphère d'amitié

Lorsque j'ai abordé la question des accords économiques entre nos deux pays, il s'est récusé en répliquant modestement :

— Vous savez, pour ce qui est des questions de détail, je ne suis pas très calé. Je laisse cela aux techniciens.

J'ai exprimé au président Ho Chi Minh mon étonnement de voir que depuis la signature des accords provisoires, l'atmosphère générale au Viet Nam était de plus en plus tendue. Quand je lui ai demandé pourquoi on continuait à arrêter et à faire disparaître des Eurasiens ou des Annamites naturalisés Français, il a répondu :

— Mais en Cochinchine, Il y a encore des patriotes arrêtés, il y en a d'autres qui sont encore bombardés par avions.

Il a cependant ajouté :

— Surtout, dites bien à vos compatriotes que nous n'avons pas de sentiments antifrançais et qu'avec vos grands chefs comme le général Juin et le général Leclerc, je me suis senti tout de suite dans une atmosphère d'amitié.

À bas les Français !

Le lendemain même de cette conversation, une sentinelle vietnamienne me mettait en joue, parce que je m'étais arrêtée pour admirer le bac de Ben Thuy à Vinh. Il m'a été

impossible d'aller à Sontay, à 20 kilomètres d'Hanoï, parce que c'est trop dangereux. Dans une rue située à six cents mètres de la résidence du Président, deux Françaises, dont l'une, sœur de Saint-Exupéry, est bibliothécaire à Hanoï depuis quinze ans, parle l'annamite et est connue de tous, ont été chassées à coups de pierre par les indigènes aux cris de : « À bas les Français ? », et conduites au poste de police vietnamien pour avoir voulu photographier des jouet indigène en papier.

Sabine BERRITZ
